

**CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE**

SESSION EXTRAORDINAIRE 2019

18 septembre 2019

PROPOSITION DE LOI

**donnant à l'État le pouvoir d'intervenir
dans les entreprises publiques autonomes
pour défendre l'emploi
et l'intérêt général**

(déposée par M. Marco Van Hees et consorts)

**BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

BUITENGEWONE ZITTING 2019

18 september 2019

WETSVOORSTEL

**houdende machtiging aan de Staat om op te
treden in de economische overheidsbedrijven,
teneinde de werkgelegenheid te vrijwaren
en het algemeen belang te verdedigen**

(ingediend door de heer Marco Van Hees c.s.)

RÉSUMÉ

Les auteurs constatent que les entreprises publiques économiques, comme Proximus par exemple, agissent de moins en moins en fonction de l'intérêt général et de plus en plus en fonction des intérêts des actionnaires.

Afin de mieux préserver l'intérêt général, la proposition de loi donne au Roi le pouvoir d'annuler toute décision de ces entreprises qui compromettent l'intérêt général et/ou l'emploi. Cette annulation peut également se faire par voie légale.

SAMENVATTING

De indieners stellen vast dat de economische overheidsbedrijven, zoals Proximus, almaar minder het algemeen belang nastreven en almaar meer de belangen van de aandeelhouders dienen.

Teneinde het algemeen belang te vrijwaren, strekt dit wetsvoorstel ertoe de Koning te machtigen elke beslissing van die ondernemingen waarbij dat algemeen belang en/of de werkgelegenheid in het gedrang komen, te vernietigen. Dergelijke beslissingen zouden ook bij wet kunnen worden vernietigd.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition reprend, en l'adaptant, le texte de la proposition DOC 54 3511/001.

Cette proposition de loi ne propose pas une réforme globale (pourtant bien nécessaire) des entreprises publiques autonomes, dont l'autonomie croissante conduit ces entreprises à agir de plus en plus comme des sociétés privées mues par la recherche du profit plutôt que de l'intérêt général. Une autonomie qui procède également d'un recul démocratique puisque les organes élus par le peuple perdent le contrôle sur la politique menée. L'objet de cette proposition de loi urgente ne porte que sur le volet particulier de cette perte de contrôle. Elle vise à permettre au gouvernement ou à la Chambre des représentants d'annuler une décision d'une entreprise publique autonome lorsque cette décision représente une menace sérieuse contre l'intérêt général, en ce compris les intérêts du personnel de l'entreprise publique autonome.

C'est manifestement le cas de la décision de Proximus, dévoilée par le syndicat de l'entreprise le 8 janvier 2019 et confirmée ensuite par le management, de supprimer près de deux milles emplois dans la société publique de télécommunication. Laquelle réalise pourtant d'importants bénéfices et distribue de généreux dividendes chaque année. Une grande partie du monde politique a dénoncé ce plan de licenciement, y compris le premier ministre Charles Michel. Or, l'État est actionnaire à 53 % de Proximus. Dans n'importe quelle entreprise privée, un actionnaire détenant 53 % ne manquerait pas de s'opposer à une décision du management qu'il réprouverait.

Mais Dominique Leroy, CEO de Proximus à ce moment-là, a immédiatement déclaré via la presse: "Proximus est une entreprise publique autonome. La loi a été changée il y a deux ans pour la rendre plus autonome encore et complètement indépendante du politique (suppression du commissaire de gouvernement...). Il n'y a donc pas de possibilités pour le politique d'intervenir dans la gestion de la société. Elle est gérée par son conseil d'administration, où siègent des administrateurs nommés par l'actionnaire¹."

Si l'on examine la composition du conseil d'administration de Proximus, on constate qu'il s'y trouve sept administrateurs nommés par l'État, dont la CEO, et

¹ Le Soir, 11 janvier 2019.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel neemt, met een aantal aanpassingen, de tekst over van voorstel DOC 54 3511/001.

Dit wetsvoorstel is er niet op gericht de autonome overheidsbedrijven alomvattend te hervormen – hoewel zulks echt noodzakelijk is. De toenemende autonomie van die bedrijven brengt mee dat ze zich steeds meer gedragen als privébedrijven, die veeleer winst dan het algemeen belang nastreven. Die autonomie is ook een gevolg van een democratische achteruitgang, aangezien de door het volk verkozen organen de controle over het gevoerde beleid kwijtraken. Dit dringende wetsvoorstel behelst louter het specifieke aspect van dit verlies aan controle. Het strekt ertoe de regering of de Kamer van volksvertegenwoordigers de mogelijkheid te bieden een beslissing van een autonoom overheidsbedrijf te vernietigen indien een dergelijke beslissing een ernstige bedreiging vormt voor het algemeen belang, en dus ook voor het belang van het personeel van het autonoom overheidsbedrijf.

Van een dergelijke bedreiging is duidelijk sprake bij de beslissing van Proximus – die op 8 januari 2019 door een van de vakbonden bij het bedrijf werd bekendgemaakt en vervolgens door het management werd bevestigd – om bij dat overheidstelecombedrijf bijna 2000 banen te schrappen. Nochtans maakt dat bedrijf veel winst en keert het jaarlijks hoge dividenden uit. Tal van politici, onder wie ook eerste minister Charles Michel, hebben dit afvloeiingsplan aan de kaak gesteld. Nochtans is de Staat voor 53 % aandeelhouder van Proximus. In om het even welk privébedrijf zou een aandeelhouder met 53 % van de aandelen zich verzetten tegen een beslissing van het management waar hij niet achter staat.

Dominique Leroy, op dat moment ceo van Proximus, heeft in de pers echter meteen het volgende verklaard: "*Proximus est une entreprise publique autonome. La loi a été changée il y a deux ans pour la rendre plus autonome encore et complètement indépendante du politique (suppression du commissaire de gouvernement...). Il n'y a donc pas de possibilités pour le politique d'intervenir dans la gestion de la société. Elle est gérée par son conseil d'administration, où siègent des administrateurs nommés par l'actionnaire.*"¹

De raad van bestuur van Proximus bestaat uit zeven door de Staat benoemde bestuurders (onder wie de ceo) en zeven onafhankelijke bestuurders. Omdat de

¹ Le Soir, 11 januari 2019.

sept administrateurs indépendants. La CEO défendant logiquement son plan de licenciements, les six autres administrateurs nommés par l'État ne détiennent pas une majorité pour s'opposer à ce plan. Ils l'auraient d'ailleurs tous avalisé et semblent estimer que leur rôle consiste à défendre les intérêts de l'entreprise publique autonome plutôt que les intérêts généraux de l'État et de la population.

La CEO a raison (à deux ans près) lorsqu'elle signale que la loi a changé. Invoquant l'accord de gouvernement, le vice-premier ministre libéral Alexander De Croo a fait passer la loi du 16 décembre 2015 afin de modifier des éléments importants de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (ci-après: "loi du 21 mars 1991").

L'accord de gouvernement 2014 de la coalition dite suédoise dirigée par Charles Michel² indique effectivement, au point 8.2.1, que dans les entreprises publiques: "le gouvernement s'abstiendra de toute ingérence: ni dans les opérations quotidiennes ni dans les décisions commerciales stratégiques qui ne relèvent pas de missions de service public."

Le texte ajoute pourtant deux paragraphes plus loin: "Les entreprises publiques doivent présenter une bonne santé financière tout en s'assurant que leurs objectifs de rentabilité se réalisent dans un climat social sain, dans le respect de la qualité du service public et dans le respect de la sécurité des employés et des usagers/clients."

Manifestement, le plan de licenciement de Proximus ne respecte pas certains aspects de cet accord de gouvernement. Mais cet accord prive l'État du pouvoir de contrôler cette exigence, puisqu'il décrète que "La loi de 1991 portant sur les entreprises publiques sera modernisée." Or, cette prétendue modernisation consiste précisément à réduire le contrôle exercé par le pouvoir politique. La loi du 16 décembre 2015³ comprend en effet deux importantes modifications pour les entreprises publiques autonomes cotées en Bourse: d'une part, la participation de l'État peut être ramenée à un niveau inférieur à 50 %⁴, d'autre part, une série de mesures de contrôle gouvernemental inscrites dans la loi du

ceo vanzelfsprekend achter haar afvloeiingsplan staat, hebben de zes andere bestuurders die door de Staat werden benoemd geen meerderheid om zich tegen dat plan te verzetten. Allen zouden ze dat plan trouwens hebben gesteund; ze zijn kennelijk van oordeel dat hun taak erin bestaat de belangen van het autonoom overheidsbedrijf te verdedigen, veeleer dan de algemene belangen van de Staat en van de bevolking.

Zoals de ceo aanstipt, werd de wet inderdaad gewijzigd – al zit mevrouw Leroy er twee jaar naast. Verwijzend naar het regeerakkoord heeft de liberale vice-eersteminister Alexander De Croo de wet van 16 december 2015 doen aannemen, teneinde bepaalde belangrijke aspecten van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven (hierna: "de wet van 21 maart 1991") te wijzigen.

Het regeerakkoord van 2014 van de "Zweedse coalitie" onder leiding van Charles Michel² vermeldt onder punt 8.2.1. inderdaad het volgende: "In de overheidsbedrijven zelf onthoudt de regering zich van inmenging: noch in de dagelijkse bedrijfsvoering noch in de strategische commerciële beslissingen die niet behoren tot de opdrachten van openbare dienst."

Twee alinea's verder staat evenwel het volgende te lezen: "Overheidsbedrijven moeten financieel gezond zijn, waarbij ervoor wordt gezorgd dat ze hun rentabiliteitsdoelstellingen halen in een gezond sociaal klimaat, met respect voor de kwaliteit van de publieke dienstverlening en met respect van de veiligheid van werknemers en gebruikers/klanten."

Het is duidelijk dat het afvloeiingsplan van Proximus bepaalde punten van het regeerakkoord niet in acht neemt. Dat akkoord ontnemt de Staat evenwel de bevoegdheid om toe te zien op de naleving van die vereiste, aangezien het stelt dat de "wet van 1991 zal worden herzien." Die zogenaamde herziening houdt echter in dat het toezicht door de politiek wordt ingeperkt. De wet van 16 december 2015³ bevat immers twee belangrijke wijzigingen voor de beursgenoteerde autonome overheidsbedrijven: de deelneming van de Staat kan worden teruggebracht tot minder dan 50 %⁴, en voorts zijn een aantal maatregelen inzake overheidscontrole die in de wet van 21 maart 1991 waren opgenomen

² https://www.premier.be/sites/default/files/articles/Accord_de_gouvernement_-_Regeerakkoord.pdf.

³ Loi du 16 décembre 2015 modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, publiée au *Moniteur belge* du 12 janvier 2016.

⁴ Article 12 de la loi précitée du 16 décembre 2015 insérant un article 54/7 dans la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

² https://www.premier.be/sites/default/files/articles/Accord_de_gouvernement_-_Regeerakkoord.pdf.

³ Wet van 16 december 2015 tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 12 januari 2016.

⁴ Artikel 12 van de voormelde wet van 16 december 2015, waarbij in de wet van 21 maart 1991 een artikel 54/7 werd ingevoegd.

21 mars 1991 cessent d'être applicables lorsqu'il s'agit d'une société cotée.

L'exposé des motifs de la loi du 16 décembre 2015 précitée indique ainsi: "Le principe de base est qu'il convient que les autorités publiques exercent leur influence par les canaux ordinaires de droit des sociétés, à savoir via leur droit de vote à l'assemblée générale et à l'intermédiaire des membres du conseil d'administration nommés sur leur proposition, sans compétences décisionnelles asymétriques tirées du droit administratif. Par conséquent, la compétence et la composition des organes de gestion et la nomination des membres de ces organes sont en ce qui concerne les entreprises publiques autonomes cotées en bourse, soustraites à l'application des règles dérogatoires découlant des articles 17 à 21 de la loi du 21 mars 1991⁵."

Il serait pour le moins déplacé que le gouvernement Michel se désole de ne pouvoir intervenir contre le plan de licenciements de Proximus en invoquant une disposition législative dont il est l'auteur. On ne peut à la fois donner tout le pouvoir au management et se plaindre de l'usage qu'il en fait.

La présente proposition de loi vise donc à rétablir, à l'égard des entreprises publiques autonomes cotées, certains des pouvoirs de contrôle neutralisés par la loi du 16 décembre 2015 précitée, notamment en restaurant la présence et les pouvoirs d'un commissaire du gouvernement.

De plus, la proposition de loi donne un pouvoir supplémentaire au gouvernement et à la Chambre des représentants d'annuler exceptionnellement la décision d'une entreprise publique autonome lorsque l'intérêt général est sérieusement menacé. C'est évidemment le cas de la décision de Proximus de supprimer près de deux mille emplois.

Si cette proposition de loi est rapidement votée, le gouvernement aura clairement le pouvoir d'annuler ce plan de licenciement.

Vu qu'il s'agirait d'une prise de décision urgente lors d'une situation exceptionnelle, le gouvernement en affaires courantes disposerait de la faculté d'intervenir dans ce sens.

Toutefois, si le gouvernement Michel invoquait le contraire, en estimant ne pas être compétent du fait de la situation d'affaires courantes, la Chambre des

niet langer van toepassing wanneer het gaat om een beursgenoteerd bedrijf.

Zo stelt de memorie van toelichting van de voormelde wet van 16 december 2015 het volgende: "Het basisprincipe is dat de overheid haar invloed laat gelden via de gewone vennootschapsrechtelijke kanalen, d.i. via haar stemrecht in de aandeelhoudersvergadering en de op haar voordracht benoemde leden van de raad van bestuur, zonder asymmetrische beslissingsrechten ontleend aan het administratief recht. Daarom worden bij beursgenoteerde autonome overheidsbedrijven de bevoegdheid en samenstelling van de bestuursorganen en de benoeming van de leden van deze organen onttrokken aan de afwijkende regels die voortvloeien uit de artikelen 17 tot 21 van de wet van 21 maart 1991⁵."

Het zou op zijn zachtst gezegd misplaatst zijn dat de regering-Michel betreurt niet te kunnen ingrijpen tegen het afvloeiingsplan van Proximus door te verwijzen naar een wettelijke bepaling die ze zelf heeft uitgewerkt. Men kan niet alle macht aan het management geven, en tegelijk klagen over het gebruik dat ditzelfde management maakt van die regeling.

Dit wetsvoorstel strekt er derhalve toe bepaalde controlebevoegdheden die door de voormelde wet van 16 december 2015 ongedaan werden gemaakt, opnieuw in te stellen ten aanzien van de beursgenoteerde autonome overheidsbedrijven, onder meer door opnieuw te voorzien in de aanwezigheid van een regeringscommissaris en in diens bevoegdheden.

Bovendien beoogt het wetsvoorstel de regering en de Kamer van volksvertegenwoordigers ook bevoegd te maken om – uitzonderlijk – de beslissing van een autonoom overheidsbedrijf ongedaan te maken wanneer het algemeen belang ernstig in het gedrang komt. Dat is uiteraard het geval voor de beslissing van Proximus om haast 2 000 banen te schrappen.

Als dit wetsvoorstel snel wordt aangenomen, heeft de regering overduidelijk de bevoegdheid om dat afvloeiingsplan ongedaan te maken.

Aangezien het erom zou gaan in een uitzonderlijke situatie snel een beslissing te nemen, zou de regering "in lopende zaken" bevoegd zijn om aldus in te grijpen.

Indien de regering-Michel echter het tegendeel zou aanvoeren en menen dat zij niet bevoegd is omdat zij "in lopende zaken" is, dan zou de Kamer van

⁵ Exposé des motifs de la loi du 16 décembre 2015 précitée (Chambre DOC 54 1287/001, page 5).

⁵ Memorie van toelichting van de voormelde wet van 16 december 2015 (Kamer DOC 54 1287/001, bladzijde 5).

représentants pourrait elle-même annuler la décision de Proximus, puisque la présente proposition de loi lui confère également ce pouvoir.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1^{er}

Cet article ne nécessite pas de commentaire particulier.

Article 2

Puisque l'article 3 rétablit, pour l'ensemble des sociétés publiques y compris celles cotées en bourse, l'article 23 de la loi de la loi du 21 mars 1991, un commissaire du gouvernement peut être adjoint à ces sociétés et peut introduire un recours auprès du ministre dont relève l'entreprise publique autonome contre toute décision qu'il estime contraire à la loi, au statut organique ou au contrat de gestion.

Le présent article confère au gouvernement et à la Chambre des représentants un pouvoir de contrôle supplémentaire, celui d'annuler toute décision de l'entreprise publique autonome lorsque cette décision représente une menace sérieuse contre l'intérêt général, en ce compris les intérêts du personnel de l'entreprise publique autonome.

Article 3

Depuis la loi précitée du 16 décembre 2015, une série de dispositions de la loi du 21 mars 1991 ne sont plus applicables pour les sociétés publiques cotées en bourse, c'est-à-dire B-Post et Proximus.

L'objet de cet article est de rendre à nouveau applicables trois de ces dispositions, visées par les points 3°, 7° et 8° de l'article 54/6 de la loi du 21 mars 1991, dont les contenus sont les suivants:

Le 3° concerne l'article 17:

"§ 1^{er}. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de l'entreprise publique.

Le conseil d'administration contrôle la gestion assurée par le comité de direction. Le comité de direction fait régulièrement rapport au conseil.

volksvertegenwoordigers zelf de beslissing van Proximus ongedaan kunnen maken, aangezien dit wetsvoorstel beoogt ook de Kamer daartoe te machtigen.

TOELICHTING BIJ DE ARTIKELN

Artikel 1

Dit artikel behoeft geen commentaar.

Artikel 2

Aangezien artikel 3 beoogt voor alle overheidsbedrijven, met inbegrip van de beursgenoteerde bedrijven, artikel 23 van de wet van 21 maart 1991 te herstellen, zal in die bedrijven een regeringscommissaris kunnen worden aangesteld. Die regeringscommissaris kan bij de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert verzet aantekenen tegen elke beslissing die hij strijdig acht met de wet, het organiek statuut of de beheersovereenkomst.

Dit artikel strekt ertoe de regering en de Kamer van volksvertegenwoordigers een bijkomende controlebevoegdheid te verlenen, namelijk de bevoegdheid om elke beslissing van het autonoom overheidsbedrijf te vernietigen wanneer die beslissing het algemeen belang – ook de belangen van het personeel van het autonoom overheidsbedrijf – ernstig in het gedrang brengt.

Artikel 3

Sinds de inwerkingtreding van de voormelde wet van 16 december 2015 zijn een aantal bepalingen van de wet van 21 maart 1991 niet langer van toepassing op de beursgenoteerde overheidsbedrijven, met name B-Post en Proximus.

Dit artikel strekt ertoe drie van die bepalingen, als bedoeld in de punten 3°, 7° en 8° van artikel 54/6 van de wet van 21 maart 1991, opnieuw van toepassing te maken. Die punten luiden als volgt:

Het punt 3° betreft artikel 17:

"§ 1. De raad van bestuur is bevoegd om alle handelingen te verrichten die nodig of dienstig zijn tot verwezenlijking van het doel van het overheidsbedrijf.

De raad van bestuur houdt toezicht op het beleid van het directiecomité. Het directiecomité doet op geregelde tijdstippen verslag aan de raad.

Le conseil, ou son président, sans préjudice des pouvoirs lui conférés par l'article 18, § 5, peut, à tout moment, demander au comité de direction un rapport sur les activités de l'entreprise ou sur certaines d'entre elles.”.

Le 7° concerne l'article 23, sous la section I – Tutelle administrative:

“Art. 23. § 1^{er}. L'entreprise publique autonome est soumise au pouvoir de contrôle du ministre dont elle relève. Ce contrôle est exercé à l'intervention d'un commissaire du gouvernement, nommé et révoqué par le Roi sur la proposition du ministre concerné.

Le ministre dont relève l'entreprise publique désigne un suppléant pour le cas d'empêchement éventuel du commissaire du gouvernement.

Le Roi règle l'exercice des missions des commissaires du gouvernement (et leur rémunération. Cette rémunération est à charge de l'entreprise publique concernée.).

§ 2. Le commissaire du gouvernement veille au respect de la loi, du statut organique de l'entreprise publique et du contrat de gestion. Il s'assure de ce que la politique de l'entreprise publique, en particulier, celle menée en exécution de l'article 13, ne porte pas préjudice à la mise en œuvre des tâches de service public. Le commissaire du gouvernement fait rapport au ministre dont relève l'entreprise publique. Il fait rapport au ministre du Budget sur toutes les décisions du conseil d'administration ou du comité de direction qui ont une incidence sur le budget général des dépenses de l'État.

§ 3. Le commissaire du gouvernement est invité à toutes les réunions du conseil d'administration et du comité de direction et y a voix consultative. Il peut, à tout moment, prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures de l'entreprise publique. Il peut requérir des administrateurs, des agents et des préposés de l'entreprise publique toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui lui paraissent nécessaires à l'exécution de son mandat.

L'entreprise publique met à la disposition du commissaire du gouvernement les ressources humaines et matérielles nécessaires à l'exécution de son mandat.

De raad, of zijn voorzitter, onverminderd de bevoegdheden van laatstgenoemde, hem toegekend krachtens artikel 18, § 5, kan op elk ogenblik van het directiecomité een verslag vragen betreffende de activiteiten van het bedrijf of sommige ervan.”.

Het punt 7° betreft artikel 23 onder afdeling I – Administratief toezicht:

“Art. 23. § 1. Het autonoom overheidsbedrijf staat onder de controlebevoegdheid van de minister onder wie het ressorteert. Deze controle wordt uitgeoefend door bemiddeling van een regeringscommissaris benoemd en ontslagen door de Koning, op de voordracht van de betrokken minister.

De minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert duidt een plaatsvervanger aan voor het geval de regeringscommissaris verhinderd zou zijn.

De Koning regelt de uitoefening van de opdrachten van de regeringscommissarissen (en hun bezoldiging. Deze bezoldiging is ten laste van het betrokken overheidsbedrijf.).

§ 2. De regeringscommissaris waakt over de naleving van de wet, het organiek statuut van het overheidsbedrijf en het beheerscontract. Hij ziet er inzonderheid op toe dat het door het overheidsbedrijf gevoerde beleid, inzonderheid wat het beleid bij toepassing van artikel 13 betreft, de uitvoering van de taken van openbare dienst niet in het gedrang brengt. De regeringscommissaris brengt verslag uit bij de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert. Hij brengt verslag uit bij de minister van Begroting aangaande alle beslissingen van de raad van bestuur of het directiecomité die een weerslag hebben op de algemene uitgavenbegroting van het Rijk.

§ 3. De regeringscommissaris wordt uitgenodigd op alle vergaderingen van de raad van bestuur en van het directiecomité en heeft er een raadgevende stem. Hij kan te allen tijde ter plaatse inzage nemen van de boeken, brieven, notulen en, in het algemeen, van alle documenten en geschriften van het overheidsbedrijf. Hij kan van de leden van de raad van bestuur, van de gemachtigden en de personeelsleden van het overheidsbedrijf alle ophelderingen en inlichtingen vorderen en alle verificaties verrichten die hij nodig acht voor de uitvoering van zijn mandaat.

Het overheidsbedrijf stelt de menselijke en materiële middelen ter beschikking van de regeringscommissaris die nodig zijn voor de uitvoering van zijn mandaat.

§ 4. Le commissaire du gouvernement peut, dans un délai de quatre jours francs, introduire un recours auprès du ministre dont relève l'entreprise publique contre toute décision qu'il estime contraire à la loi, au statut organique ou au contrat de gestion.

Ce délai court à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise, pour autant que le commissaire du gouvernement y ait été régulièrement convoqué et, dans le cas contraire, à partir du jour où il en a reçu connaissance. Le recours est suspensif.

En cas d'incidence sur le budget général des dépenses de l'État, le ministre dont relève l'entreprise publique demande l'accord du ministre du Budget. Si, dans un délai de huit jours francs commençant le même jour que le délai visé à l'alinéa premier, le ministre dont relève l'entreprise publique n'a pas prononcé l'annulation, la décision devient définitive, sans préjudice des dispositions du dernier alinéa. Le ministre concerné notifie l'annulation à l'organe de gestion.

Si le ministre du Budget et le ministre dont relève l'entreprise publique ne trouvent pas d'accord dans le délai de huit jours visé à l'alinéa précédent, il est statué dans un délai de trente jours francs commençant le même jour que le délai visé à l'alinéa premier, selon la procédure fixée par le Roi.

§ 5. Chaque année, le conseil d'administration fait rapport au ministre dont relève l'entreprise publique de l'accomplissement par l'entreprise publique de ses tâches de service public.

§ 6. Chaque année, le ministre dont relève l'entreprise publique autonome fait rapport aux Chambres législatives de l'application du présent titre.”

Le 8° concerne l'article 24:

“Art. 24. Lorsque le respect de la loi, du statut organique ou du contrat de gestion le requiert, le ministre dont relève l'entreprise publique autonome ou le commissaire du gouvernement peut requérir l'organe de gestion compétent de délibérer, dans le délai qu'il fixe, sur toute question qu'il détermine.”

§ 4. De regeringscommissaris kan binnen een termijn van vier vrije dagen beroep aantekenen bij de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert tegen elke beslissing die hij strijdig acht met de wet, met het organieke statuut of met het beheerscontract.

Deze termijn gaat in de dag van de vergadering waarop de beslissing werd genomen, voor zover de regeringscommissaris daarop regelmatig was uitgenodigd, en, in het tegenovergestelde geval, de dag waarop hij van de beslissing kennis heeft gekregen. Het beroep is opschortend.

In geval van weerslag op de algemene uitgavenbegroting van het Rijk vraagt de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert het akkoord van de minister van Begroting. Heeft de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert, binnen een termijn van acht vrije dagen, ingaand dezelfde dag als de in het eerste lid bedoelde termijn, de nietigverklaring niet uitgesproken, dan wordt de beslissing definitief, onverminderd de bepalingen van het laatste lid. De minister betekent de nietigverklaring aan het bestuursorgaan.

Indien de minister van Begroting en de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert binnen de in het voorgaand lid bedoelde termijn van acht vrije dagen niet tot een akkoord komen, wordt over de aangelegenheid beslist binnen een termijn van dertig vrije dagen, ingaand dezelfde dag als de in het eerste lid bedoelde termijn, overeenkomstig de door de Koning vastgestelde procedure.

§ 5. Elk jaar brengt de raad van bestuur verslag uit bij de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert over de uitvoering door het overheidsbedrijf van zijn taken van openbare dienst.

§ 6. Elk jaar brengt de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert verslag uit bij de Wetgevende Kamers betreffende de toepassing van deze titel.”

Het punt 8 betreft artikel 24:

“Art. 24. Wanneer de naleving van de wet, van het organieke statuut of van het beheerscontract het eist, kan de minister onder wie het autonoom overheidsbedrijf ressorteert of de regeringscommissaris, het bevoegde bestuursorgaan verplichten om, binnen de door hem gestelde termijn, te beraadslagen over iedere door hem bepaalde aangelegenheid.”

Article 4

Cet article fixe l'entrée en vigueur de la loi au jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Marco VAN HEES (PVDA-PTB)
Raoul HEDEBOUW (PVDA-PTB)
Maria VINDEVOGHEL (PVDA-PTB)
Roberto D'AMICO (PVDA-PTB)

Artikel 4

Dit artikel bepaalt dat de wet in werking treedt op de dag van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

L'article 23 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, modifié par la loi du 12 décembre 1994, est complété par un paragraphe 7, rédigé comme suit:

“§ 7. Le Roi ou la Chambre des représentants peuvent, par un arrêté royal ou une loi, annuler toute décision de l'entreprise publique autonome dont l'État détient une majorité du capital ou des droits de vote lorsque cette décision représente une menace sérieuse contre l'intérêt général.

Les menaces sérieuses contre l'intérêt général comprennent notamment les décisions détériorant significativement la situation du personnel de l'entreprise publique autonome.”

Art. 3

À l'article 54/6 de la même loi, inséré par la loi du 16 décembre 2015, sont apportées les modifications suivantes:

1° le 3° est abrogé;

2° le 7° est abrogé;

3° le 8° est abrogé.

Art. 4

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*. Elle s'applique aux décisions futures ainsi qu'aux décisions prises antérieurement

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

Artikel 23 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, gewijzigd bij de wet van 12 december 1994, wordt aangevuld met een § 7, luidende:

“§ 7. De Koning of de Kamer van volksvertegenwoordigers kunnen, bij een koninklijk besluit of een wet, elke beslissing van een autonoom overheidsbedrijf waarvan de Staat een meerderheid inzake kapitaal of stemrechten aanhoudt, vernietigen wanneer die beslissing het algemeen belang ernstig in het gedrang brengt.

Tot de ernstige bedreigingen van het algemeen belang behoren onder meer de beslissingen die heel nadelig zijn voor de situatie van de personeelsleden van het autonoom overheidsbedrijf.”

Art. 3

In artikel 54/6 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 16 december 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het punt 3° wordt opgeheven;

2° het punt 7° wordt opgeheven;

3° het punt 8° wordt opgeheven.

Art. 4

Deze wet treedt in werking op de dag waarop ze wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. Ze is van toepassing op de beslissingen die in de toekomst zullen

mais non encore exécutées par les entreprises publiques autonomes.

28 août 2019

Marco VAN HEES (PVDA-PTB)
Raoul HEDEBOUW (PVDA-PTB)
Maria VINDEVOGHEL (PVDA-PTB)
Roberto D'AMICO (PVDA-PTB)

worden genomen, alsook op de beslissingen die weliswaar al werden genomen, maar die door de autonome overheidsbedrijven nog niet ten uitvoer zijn gelegd.

28 augustus 2019